



Déclaration CTSD du 2 avril 2015 de l'Unsa-Éducation

Avant quelques remarques sur la situation générale puis sur la carte scolaire de notre département, je tiens à vous remercier Madame la directrice Académique de la qualité des documents fournis par vos services. Peut-être pourrions-nous avoir une information précise concernant l'implantation des postes de BD et ZIL ainsi qu'un état des lieux des moyens attribués à l'ASH (Segpa, Ulis). Cela compléterait utilement l'information dont nous disposons.

A l'heure où l'on compte sur un engagement fort de l'Éducation Nationale et de ses enseignants, force est de constater que les moyens alloués à notre département, pour lui et leur permettre d'envisager d'autres missions, sont faibles.

Notre ministre semble vouloir mettre de la voilure là où nous semble-t-il, il serait bon d'assurer les missions qui nous semblent essentielles.

Nous voulons bien entendu parler du remplacement dont on pourrait dire cette année qu'il a brillé par son absence et de notre formation continue qui brille elle aussi depuis quelque temps par son indigence. La priorité affirmée au premier degré n'aura pas fait long feu.

Les milliers de postes que nous étions en droit d'attendre dans les écoles pour compenser la saignée des années Sarkozy n'arrivent pas.

La situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui sur tous les plans n'est que la résultante de la politique suivie de 2007 à 2012 mais les améliorations attendues ne viennent pas et les 60000 postes ne couvriront hélas qu'à peine la poussée démographique du second degré et la réforme du collège grignotera ceux qui restaient.

Nous n'avons rien vu venir et nous risquons donc fort de ne rien voir venir alors il n'est pas étonnant que nous voyons surgir çà et là les symptômes de personnels à bout de souffle et une cohorte d'enseignants quelque peu désabusés.

Après ces quelques mots sur la situation générale, revenons à la carte scolaire Tarnaise.

La dotation de 4 postes permettra de maintenir le P/E départemental sans l'améliorer. Tous les moyens que nous pourrions consacrer à de nouvelles augmentations de dispositifs dégraderaient notre E/C, nous ne le souhaitons pas car il n'est pas acceptable plus que le nombre d'élèves par classe continue à progresser.

Les dispositifs que nous avons soutenus : plus de maîtres que de classes, accueil des 2 ans, apparaissent comme des outils de communication du ministère, nous ne sommes pas dupes et nous regrettons qu'ils se mettent en place sur les moyens existants et dégradés laissés par la mandature précédente.

A la lecture des documents fournis nous vous proposons quelques observations.

Sur les quelques 280 écoles de notre département, 110 écoles apparaissent hors secteur ordinaire, 170 sont donc dans le secteur ordinaire. Cette situation traduit bien entendu la politique suivie depuis quelques années. Nous y voyons un soutien aux écoles de montagne, aux écoles rurales et isolées, aux petites structures et aux écoles de l'éducation prioritaire. C'est une politique qui vise à réduire les inégalités territoriales et sociales, nous la partageons.

Un bref rappel de la situation des écoles tarnaises nous semble utile :

25% des écoles ont des effectifs inférieurs à 20 élèves

55% des écoles ont des effectifs compris entre 20 et 25 élèves.

80 % des écoles ont donc des effectifs que nous jugeons acceptables

Vous aurez compris que notre regard se porte vraiment vers les écoles qui dépassent ce seuil soit les 20% restantes (une cinquantaine environ).

Nous regrettons et souhaitons que la situation de ces écoles où les effectifs apparaissent bien trop élevés aujourd'hui sur les secteurs notamment de Gaillac, Lavaur et quelques situations éparses puisse s'améliorer.

Nous nous interrogeons aussi sur l'effritement régulier des effectifs des écoles de Mazamet. Une restructuration est-elle possible, envisageable ?

Les effectifs des écoles d'Aussillon nous apparaissent fortement déséquilibrés, cette situation peut-elle être corrigée ?

La situation du rural, montagne, isolé apparaît elle aussi critique dans quelques endroits.

Dans les quarante dernières années les RPI ont constitué une réponse structurante et qualitative à la scolarité des élèves.

Aujourd'hui, nous pensons qu'une réflexion doit s'engager sur les territoires où la population décline encore de manière inéluctable. Il faudra trouver la meilleure proposition possible pour allier proximité et qualité de l'offre scolaire et péri-éducative.

Ce qui est grave à nos yeux c'est qu'en l'absence de perspectives, il est difficile pour tous les acteurs de s'engager pour l'École sur le court et moyen terme.

Si les élèves issus de ces territoires méritent notre attention et une carte scolaire adaptée cela ne peut nous exonérer de la réflexion et de nouvelles propositions.

Concernant l'éducation prioritaire, l'absence de REP+ hors de la Haute-Garonne marque à notre avis, un recul certain des moyens déployés dans le Tarn.

Le dispositif REP (4 réseaux dans le Tarn) est une enveloppe vide pour le premier degré, aussi vous comprendrez que les moyens actuellement déployés sur l'ancien réseau Éclair et les anciens RRS doivent être intégralement préservés conformément aux engagements pris par le ministère (moratoire de 3 ans)

Nous réaffirmons que la création d'une école à faible effectif pèse exagérément sur la carte scolaire et qu'elle nous semble encore aujourd'hui une mauvaise réponse à la scolarité des élèves.

Les écoles qui accueillent des CLIS doivent avoir les moyens de mettre en place une inclusion scolaire de qualité. Le nombre d'élèves dans les classes ordinaires de l'école en est un des éléments.

Une dernière question qu'elle pourrait-être la bonne taille d'une école pour que l'on puisse y implanter l'enseignement de l'occitan sans exercer une pression trop forte sur la carte scolaire ?